



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

# Le développement de l'horticulture urbaine et péri-urbaine en Afrique Centrale

2014-2017





# Table des matières

Préface .....	4
Résumé du projet .....	5
Carte du projet .....	6
Contexte et état des lieux .....	8
Des collectivités locales impliquées .....	12
Témoignage à Franceville au Gabon .....	14
Un nouveau départ grâce au soutien de la FAO .....	16
Des formations efficaces.....	18
Témoignage de Mme Etobé.....	19
Vers une agriculture biologique .....	20
Gestion stratégique de l'eau .....	24
Les nouvelles générations sensibilisées à l'horticulture.....	25
Témoignage à Foubot, grenier de l'Afrique Centrale.....	26
De nouveaux agro-entrepreneurs ambitieux.....	28
La demande du marché.....	34
Conclusion .....	36
Crédits .....	38

# Préface

©FAO



Le Fonds Fiduciaire de Solidarité Africain (L'Africa Solidarity Trust Fund - ASTF) est le fruit de la décision prise lors de la Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique, tenue à Brazzaville, République du Congo, en Avril 2012, de créer un fonds financé par les Africains pour soutenir la sécurité alimentaire sur le continent. Le projet GCP/SFC/001/MUL 'La sécurité alimentaire renforcée en milieu urbain en Afrique Centrale grâce à une meilleure disponibilité de la nourriture produite localement', est un des projets sous-régionaux financés par ce fonds. Axé sur l'horticulture

urbaine et péri-urbaine, son objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que les conditions de vie des populations, surtout celles vivant dans des centres urbains.

En effet, la forte et rapide urbanisation des pays de l'Afrique Centrale consécutive à l'exode rural a motivé, à la fois, le domaine et le milieu d'intervention de ce projet. Ainsi, les activités ont été orientées sur trois axes, à savoir le renforcement du cadre institutionnel au niveau des collectivités décentralisées et la création des conditions pour faciliter la pratique des activités horticoles en milieu urbain et péri-urbain, l'amélioration de la production et de la productivité des cultures horticoles, et la valorisation des produits de la filière horticole et la facilitation de l'accès au marché. Six pays de l'Afrique Centrale ont été concernés, à savoir le Cameroun, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale, São Tomé et Príncipe et Tchad. Douze villes ont été choisies à raison de deux villes par pays pour abriter les activités du projet, dont la mise en œuvre a fait l'objet d'une collaboration triangulaire entre les Ministères en charge de l'Agriculture, les collectivités décentralisées représentées par les Mairies ou les Conseils départementaux et la FAO.

Doté d'un budget de 4 millions de dollars sur trois ans, le projet a formé les techniciens et les producteurs sur les bonnes pratiques agricoles, et a fourni des équipements et des outils aratoires ainsi que des engrais et des semences améliorées aux bénéficiaires. Il a également permis d'installer des systèmes d'irrigation, de structurer et de renforcer des groupements de transformateurs de produits agricoles ainsi que d'organiser des journées portes ouvertes et des expositions-vente de produits frais et transformés afin de promouvoir la consommation de produits locaux.

Il s'est avéré nécessaire d'aller sur le terrain afin d'observer les conditions dans lesquelles le projet a été mis en œuvre, d'interroger les bénéficiaires ainsi que les partenaires d'exécution en vue de documenter l'impact des interventions sur les conditions de vie et les moyens d'existence des populations. Cette publication, élaborée après environ deux mois de sondage, d'interviews et d'échanges avec les différents acteurs du projet, relate les principales réalisations du projet telles que perçues par les bénéficiaires. Je vous souhaite une bonne lecture. ■

**Hélder MUTEIA**

*Coordonnateur du Bureau*

*Sous-régional de la FAO pour  
l'Afrique Centrale (SFC)*

# Résumé du projet

En 2014, la FAO a mis en place le projet GCP/SFC/001/MUL 'La sécurité alimentaire renforcée en milieu urbain en Afrique Centrale grâce à une meilleure disponibilité de la nourriture produite localement'. Pendant 3 ans, le projet a apporté un soutien matériel et des formations à plus de 3 500 bénéficiaires situés au Gabon, Cameroun, Tchad, Guinée Equatoriale, São Tomé & Príncipe, et République du Congo.

L'objectif du projet a été de favoriser le développement de l'horticulture urbaine et péri-urbaine comme un moyen d'alléger les pressions économiques et sociales dûes au ralentissement de la croissance et à l'exode rural.

Le projet a eu des effets positifs importants. Il a permis de relever le niveau de productivité des exploitations horticoles sélectionnées. Les profits des bénéficiaires se sont accrus, et la qualité de leur vie s'est améliorée. Le projet a aussi permis de créer des emplois en zone urbaine et péri-urbaine, et ce, tout le long de la chaîne de valeur. Enfin, l'offre en fruits et légumes de qualité s'est accrue sur les marchés citadins où elle faisait défaut.

Le projet a bénéficié dès le départ de la collaboration des municipalités: c'est grâce à leur soutien que l'accès aux terres des horticulteurs a été sécurisé et leurs droits fonciers juridiquement reconnus. Les mairies ont aussi aidé les bénéficiaires à s'organiser en coopératives.

Depuis le début du projet, la FAO a apporté un soutien matériel important: plus de 26 000 pièces d'équipement, et de 700 kg de semences d'environ 30 variétés différentes. La gestion stratégique de l'eau et la mise en place de systèmes d'irrigation a réduit les menaces de sécheresse et permis d'augmenter la productivité des sites.

A travers ce projet les bénéficiaires ont également reçu de nombreuses formations. Avec les Champs Ecoles



Femme revenant avec sa récolte a São Tomé

Paysans - ou CEP - les horticulteurs ont analysé de nombreuses problématiques agricoles à la fois de façon théorique et de façon pratique sur le terrain. D'autres ateliers animés par des experts ont été organisés sur des Bonnes Pratiques permettant de produire plus avec moins.

Afin de limiter les pertes après récoltes, le projet a aussi intégré des formations sur la conservation et la transformation plus ou moins sophistiquée des produits horticoles.

Des agro-entrepreneurs se sont lancés dans la transformation des produits horticoles à forte valeur ajoutée et continuent de développer leur offre dans les différents pays.

L'ambition du projet est de créer une dynamique profonde et durable dans la société.

Des jardins scolaires ont été aménagés dans des écoles, dans le but de sensibiliser les nouvelles générations à l'horticulture et à la consommation de fruits et légumes locaux.

Des plans d'aménagement intégrant des espaces agricoles ont été aussi élaborés au niveau national avec le support de la FAO. ■

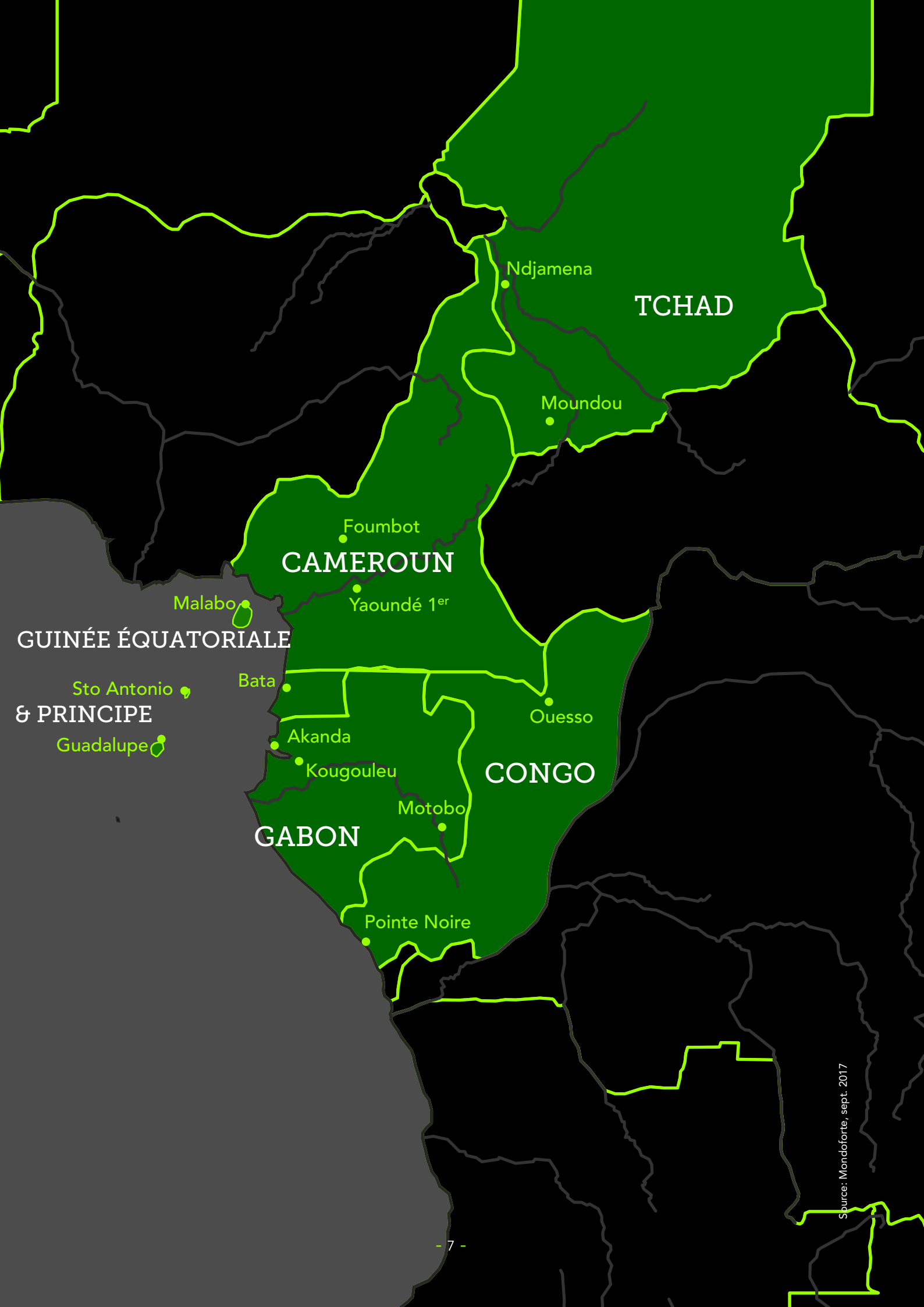
# Carte du projet



SÃO TOMÉ

## DES CHIFFRES QUI PARLENT

Nombre de producteurs bénéficiaires :	3 541
Nombre de transformateurs bénéficiaires :	160
Superficies exploitées :	+ de 450 hectares
Intrants :	727 kg de semences pour plus de 30 variétés
Equipements distribués :	+/- 26 000 pièces d'équipement
Nombre d'élèves sensibilisés dans les écoles :	1 519
Nombre de formations :	39
Nombre de personnes formées :	2 975



TCHAD

Ndjamena

Moundou

CAMEROUN

Foumbot

Yaoundé 1<sup>er</sup>

Malabo

GUINÉE ÉQUATORIALE

Sto Antonio & PRINCIPE

Guadalupe

Bata

Ouessou

Akanda

CONGO

Kougouleu

Motobo

GABON

Pointe Noire

Source: Mondoforte, sept. 2017

# Contexte et état des lieux

*Le ralentissement économique des pays d'Afrique Centrale et le manque d'investissement dans l'agriculture exercent des pressions importantes sur les populations croissantes des villes : chômage, insécurité alimentaire, régimes peu diversifiés ... Relever le niveau de production de l'horticulture urbaine et péri-urbaine est devenu crucial pour assurer un niveau de vie décent des populations, en particulier des femmes et des jeunes.*

## **Chômage et sous-emploi**

*Avec la crise du pétrole et des matières premières, l'Afrique Centrale fait face à une crise économique persistante. L'exode rural contribue à augmenter le taux de chômage dans les centres urbains.*

La croissance économique réelle dans l'espace de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) devrait se situer à 1,6% en 2017 contre 0,2% un an auparavant<sup>(1)</sup>. Le chômage demeure très élevé avec une moyenne

### **Notes:**

(1) : prévisions du Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque des États de la sous-région (BEAC)







Marché de Yaoundé, Cameroun



Enfants de Santa Clara, São Tomé

©FAO/Claire Little

de 23,12% dans la sous-région. L'insertion socioéconomique des populations défavorisées, comme les ruraux, les jeunes et les femmes est difficile, ce qui fragilise encore davantage le tissu social.

Le plus souvent, le secteur informel prédomine et emploie plus des trois quarts de la population active. Au Cameroun, d'après une étude ECAM3 (3<sup>ème</sup> Enquête Camerounaise Auprès des Ménages), le taux de sous-emploi est d'environ 76% (contre 4,4% de chômage 'officiel'). Les personnes sont donc employées en deçà de leurs compétences ou formation, et ne bénéficient pas de conditions de travail satisfaisantes.

### **Insécurité alimentaire**

*L'autosuffisance alimentaire est un véritable défi pour les populations urbaines en expansion, faute*

*d'un accès suffisant et régulier à des aliments sains et de qualité. Plusieurs pays comme le Gabon ou la Guinée Equatoriale dépendent grandement de leurs importations alimentaires pour combler le déficit des produits horticoles sur les marchés.*

L'Afrique Centrale est très dépendante des importations alimentaires dont la facture représente à l'échelle sous-régionale 3 000 milliards de CFA par an<sup>(1)</sup>, soit environ 900 millions de dollars US<sup>(2)</sup>.

L'activité agricole se fait également souvent de façon rudimentaire avec des moyens techniques limités. La production de nourriture par personne et la productivité par hectare sont parmi les plus faibles du monde faute d'intérêt de la population pour ce secteur, mais aussi d'investissements conséquents. En fait, l'accroissement de la production de nourriture

#### Notes:

(1) : Banque de développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) - RFI Afrique

(2) 1USD = 550 CFA

dépend à 80% de l'expansion des terres et non de l'augmentation de la productivité. En outre, 60% des exploitations sont familiales et relèvent de la culture de subsistance.

Les produits d'Afrique Centrale sont donc pour beaucoup remplacés par des produits moins chers venus parfois d'autres continents. Les ménages pauvres dépensent 60% à 80% de leurs revenus pour se nourrir, et sont très vulnérables à la fluctuation du prix des denrées alimentaires. L'absence de terres cultivées dans les villes ou leurs périphéries rend difficile l'accès de la population urbaine aux produits horticoles. Les terres sont parfois conservées pour d'autres projets (ex. développement immobilier), ou parfois pour être protégées, comme la forêt classée de la Mondah dans la commune d'Akanda près de Libreville au Gabon, d'où ont été expulsés les petits agriculteurs.

### **Le fort potentiel de l'agriculture**

*L'agriculture reste le secteur le plus dynamique et le plus porteur d'opportunités pour l'Afrique Centrale. La demande est forte, les terres sont fertiles, et le besoin de main d'œuvre très important.*

Le secteur de l'agriculture a un fort potentiel pour contribuer à la croissance économique; il contribue à 17,5 % du PIB dans les six pays ciblés par ce projet<sup>(3)</sup>. L'activité agricole est une source constante de moyens de subsistance, d'emplois et

de revenus dans ces territoires très fertiles. De plus, la grande majorité des populations ont déjà des connaissances de base de l'horticulture, souvent acquises aux champs dans l'enfance grâce à la famille. L'exploitation d'une petite parcelle de terrain sert à combler les revenus insuffisants d'une activité principale.

« L'Afrique Centrale est une région qui dispose d'un énorme potentiel en matière de ressources humaines et ressources naturelles. Elle abrite la deuxième plus grande zone de forêt tropicale au monde avec plus de 240 millions d'hectares. En renforçant le partage d'expériences entre les états, la FAO souhaite transformer ce potentiel en richesse pour la population », a déclaré M. Helder Muteia, Coordonnateur du Bureau Sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (SFC). ■

Notes:

(3) : source: FAO



©FAO/Mathurine Mboungou

Récolte de tomates au Congo

## **FINANCEMENT DE PROJETS PAR L'AFRIQUE POUR LES AFRICAINS**

Le Fonds Fiduciaire de Solidarité Africain (ASTF) est un fond innovant placé sous l'égide de l'Afrique qui vise à mobiliser les ressources de l'Afrique pour soutenir les initiatives africaines de développement. Son principal objectif est de renforcer la sécurité alimentaire à travers le continent en aidant les pays et leurs organisations régionales à éradiquer la faim et la malnutrition, à éliminer la pauvreté rurale et à gérer les ressources naturelles de façon durable. Le Fond a été officiellement lancé lors de la trente-huitième Session de la Conférence de la FAO en juin 2013, avec un financement s'élevant à plus de 40 millions de dollars provenant de la Guinée Equatoriale, de l'Angola et d'un groupe d'organisations de la société civile de la République du Congo.

(African Solidarity Trust Fund - ASTF)

# Des collectivités locales impliquées

*Les collectivités locales ont aidé à la mise en place d'un environnement propice au projet pour sécuriser les terres nécessaires. Elles ont participé activement à la gestion du programme sur le terrain, et se sont engagées à intégrer des espaces dédiés à l'horticulture dans leurs plans d'aménagement.*



©FAO/Claire Little

Pancarte indiquant une zone de culture du projet HUP, São Tomé

## **Sécurisation foncière grâce au soutien des autorités**

*Dans un contexte où l'accès aux terres est très concurrencé, le soutien des institutions a été indispensable pour sécuriser les terres dédiées à l'horticulture, à assurer la mise en oeuvre et pérenniser les actions du projet.*

Le soutien des autorités municipales dans l'identification de zones fertiles, avec un accès à l'eau et à proximité d'un marché a été crucial dans la phase de démarrage du projet.

Le cadre régulateur mis en place a permis de protéger les petits cultivateurs dont le droit de propriété sur les terres fait appel au droit d'usage et non au titre foncier. En enregistrant les demandes de permis temporaires ou de baux à long terme, et en prêtant les terres gratuitement, les mairies aident au développement et

à la sauvegarde des sites de production dans et autour des villes contre tout autre projet. Les intérêts des populations locales tributaires de la terre ont été ainsi pris en compte pour les projets d'horticulture de façon durable.

## **Des parties prenantes organisées**

*La mise en place de Cellules' HUP' gérées au niveau de la mairie a permis de mieux structurer le projet et de favoriser la communication entre acteurs.*

Une fois identifiés, les bénéficiaires ont été regroupés en coopératives par les municipalités en fonction de leur localisation et de leurs intérêts communs. L'objectif a été de les aider à réduire leurs coûts tout au long de la chaîne de valeur, et de faciliter les échanges avec les acteurs qui œuvrent à leur bien-être.

Du côté des institutions les personnes clés du projet ont été regroupées par zone dans des 'cellules HUP', dont le rôle est de coordonner les actions du projet sur le terrain et d'assurer la durabilité des actions.

La communication entre les cellules HUP et les coopératives est fondamentale pour le succès et la durabilité du projet. Elle permet d'assurer la bonne compréhension des besoins des bénéficiaires sur le terrain. L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication y compris les réseaux sociaux (groupe WhatsApp) ont permis aux bénéficiaires et membres des cellules d'échanger leurs succès, leurs défis ou leurs informations susceptibles d'intéresser la communauté.



©FAO/Claire Little

‘La Fao s’est appuyée sur le Conseil Départemental pour sélectionner des bénéficiaires. Nous avons aidé à identifier les populations sédentaires.’

ALAIN BATSIELILIT, PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU KOMO KANGO

M. Batsielilit, président du conseil départemental du Komo Kango - en costume sur la photo - pose au milieu des bénéficiaires (Kougouleu, Gabon)

### Des ‘Villes plus Vertes’

Dans le cadre de ce projet, les municipalités ont été encouragées d’intégrer l’horticulture dans les plans directeurs de développement urbain. L’aménagement de ces ‘villes plus vertes’ permet de faciliter l’accès de la population aux activités agricoles à l’intérieur et en périphérie immédiate des villes.

Dans le cadre du Programme ‘Développer des Villes plus Vertes’ (Growing Greener Cities), la FAO a offert aux gouvernements et aux municipalités son assistance pour développer des stratégies d’urbanisme intégrant des espaces de culture. La création de ceintures vertes permet d’offrir des espaces où les populations vulnérables peuvent pratiquer l’horticulture en toute légalité et dans de bonnes conditions. Les plans d’urbanisme permettent également d’intégrer d’autres éléments de façon stratégique : des marchés proches

des zones de production, des points de collecte et d’exportation vers d’autres villes ou pays, des systèmes de transport adaptés pour éviter les pertes etc...

Ces plans d’aménagement permettent également de lutter contre l’horticulture ‘sauvage’ à laquelle peut être réduite la population par manque d’espace dédié. Ainsi le maire d’Akanda au Gabon M. Ernest Ogandaga témoigne :

‘Le plan de développement de la commune d’Akanda inclut un volet ‘Vert’. Il s’agit d’identifier des espaces de culture en cohérence avec les autres objectifs de la ville. Des petits horticulteurs, principalement des femmes, venaient exercer leurs activités illégalement dans le parc national de la forêt de la Mondah, d’où ils étaient systématiquement expulsés. Il fallait trouver un espace pour ces populations qui cherchaient surtout à survivre et à nourrir leurs enfants. Le projet HUP nous a donné l’opportunité de les aider.’ ■



M. Gilbert Madzou et sa famille

©FAO/Claire Little

“

Grâce à la FAO, mes revenus ont été multipliés par 3. Je peux subvenir aux besoins de ma famille composée de 11 personnes, et j'investis dans la construction d'une maison que je louerai pour diversifier mes revenus

M.GILBERT MADZOU

”

# Témoignage à Franceville au Gabon

M. Madzou est un exploitant agricole et le président de la coopérative Agri Espoir du quartier Mingara à Franceville. Il cultive l'aubergine locale, le gombo, le piment, le persil, le céleri, la ciboule, la laitue... et s'occupe des 11 personnes qu'il a à charge uniquement grâce aux produits de son activité. En 2009, M. Madzou participe au projet 'Renforcement de la Sécurité Humaine à travers la réduction de la pauvreté et le développement social durable des réfugiés et des communautés locales du Gabon' de la FAO et en 2014 il est retenu par le projet HUP, qu'il a particulièrement apprécié pour ses effets immédiats sur sa qualité de vie.

M. Madzou est plein de gratitude envers la FAO notamment pour les formations apportées. Il confie qu'il y a appris de nouvelles techniques comme la rotation des cultures, l'espacement et l'alignement des plantes, le contrôle des maladies et des ravageurs. M. Madzou a également beaucoup apprécié l'appui en matériel agricole (pelles, houes, brouettes ...), semences, pesticides et engrais. Tous les produits sont vendus au seul marché de

Potos à Franceville. Malgré la concurrence il peut tout écouler, et a établi des relations commerciales avec de nombreuses revendeuses.

Avec le projet HUP, M. Madzou estime que ses gains financiers ont été multipliés par trois. Il a pu acheter un terrain au prix de 700 000 CFA<sup>(1)</sup> (1 273 USD) et des matériaux pour y faire construire une maison qu'il souhaite louer afin de diversifier ses sources de revenus.

Cette augmentation lui permet de subvenir aux besoins de ses cinq - bientôt six - enfants, ses deux neveux, son petit-fils et des gens de passage qui parfois restent un ou deux mois. Les membres de la famille se nourrissent également des légumes du jardin, ce qui leur permet de manger de façon satisfaisante et saine.

M. Madzou nous explique qu'entre la nourriture, le transport, les études, les dépenses de santé, la TV, l'eau courante etc. il dépense environ 9,000 CFA par jour. Tous les enfants sont scolarisés, et aident au jardin pendant les vacances. ■

Notes:

(1) : 1USD = 550 CFA



## Un nouveau départ grâce au soutien de la FAO



Un bénéficiaire à São Tomé pose avec sa moto benne fournie par la FAO

©FAO/Claire Little

*Depuis le début du projet en 2014, la FAO a distribué aux bénéficiaires plus de 26 000 pièces d'équipement et plus de 727kg de semences diverses dans les 6 pays du projet. Cela a représenté une aide inespérée pour les petits horticulteurs, qui se sont sentis soutenus et encouragés*

### Un apport matériel crucial

*Le support matériel du projet distribué entre 2014 et 2017 a été primordial pour les petits horticulteurs dont les moyens sont trop faibles pour investir dans des technologies ou du matériel adéquat.*

Depuis le début du projet en 2014, plus de 26 000 outils et pièces d'équipement agricoles ont été distribuées aux bénéficiaires. Ce renforcement des capacités des horticulteurs et ce, tout le long de la chaîne de valeur, a relancé les activités agricoles de façon efficace.

### Des semences variées et performantes

*Des semences de qualité de plus de 27 variétés certifiées ont été distribuées aux bénéficiaires qui ont ainsi pu diversifier leurs cultures et augmenter leur productivité.*

Le projet a distribué plus de 727kg de semences, notamment : oignon, gombo, aubergine violette et locale, haricot vert, laitue, tomate, chou, maïs, soja, poivron, oseille, céleri, piment, morelle noire,

carotte, concombre, pastèque, tomate, basilic, navet, persil, ananas, courgette, endive, avocat, mangue.

Ces espèces ont été choisies en fonction des préférences des consommateurs et des saisonnalités. Par exemple, sur le site de Nkolondom au Cameroun, la priorité a été donnée à la laitue et au céleri qui sont fortement consommés dans la commune de Yaoundé. Au Gabon, les variétés d'aubergines locales rondes et vertes rencontrent un grand succès.

Les semences ont été fournies par des



©FAO/Julian EkiriNsogoNsang





A gauche : une laitue cultivée dans le cadre du projet, à droite une laitue de référence. On notera la différence de taille et les tâches brunes sur la laitue 'non-FAO'. En bas à gauche : Hangare CEP Niefang Alén, Guinée Equatoriale.

distributeurs locaux. Les bénéficiaires ont témoigné de la qualité supérieure des semences après avoir comparé les productions faites dans le cadre du projet HUP et en dehors.

### **Une facilitation des transports des récoltes**

*Afin de limiter les pertes après récolte et d'améliorer l'accès aux marchés, la FAO a facilité les transports des produits horticoles à travers l'appui en équipements spécifiques.*

Les moyens mis à disposition par le projet ont permis de faciliter le transport des produits horticoles en particulier jusqu'aux points de vente, tout en limitant les pertes. Les brouettes, moto bennes, pousse pousses etc. ont permis aux agriculteurs d'effectuer davantage de voyages sans endommager les produits. Des moyens de locomotion sont également mis en place par les pouvoirs publics pour ouvrir des débouchés de vente. Ceci est d'autant plus important que les coûts de transport, de conditionnement, le mauvais état des routes, les distances, et les fortes

pertes dues au transport aggravent la pénurie et renchérissent le prix des fruits et légumes sur les marchés urbains. ■

## **HORTIVAR, BASE DE DONNÉES SUR LE COMPORTEMENT DE CULTIVARS HORTICOLES**

HORTIVAR est une base de données géo-référencées sur le comportement des cultivars horticoles et une plateforme d'accès et d'échanges de connaissances dans le domaine de l'horticulture. Elle répond aux besoins des producteurs, de la recherche et du développement dans les secteurs public et privé ainsi qu'à ceux de l'industrie semencière en fournissant des informations sur divers cultivars dans des environnements agro-écologiques et des systèmes de production variés dans le monde.

[www.fao.org/hortivar](http://www.fao.org/hortivar)

## Des formations efficaces

*Les formations pratiques et théoriques non formelles dispensées notamment lors des Champs Écoles Paysans (CEP) ont amélioré la résilience des horticulteurs en leur permettant de comprendre de façon globale des problématiques agricoles.*



©FAO/Glady's Mayassi

Formation des maraîchères de Maboko (Ouesso), République du Congo

### **Autonomie et résilience des populations**

Les formations CEP se sont fondées sur un enseignement non formel des adultes à la fois aux champs et en 'classes'. Les agriculteurs ont acquis ainsi les connaissances théoriques et pratiques nécessaires pour analyser de façon autonome et holistique les situations. Ils ont pu appliquer directement sur le terrain des techniques dont ils comprennent la raison, et ils se sont appropriés ainsi davantage les informations. Le concept de Champs Ecole Paysan (CEP) de la FAO, qui promeut ces principes d'enseignement, a fait ses preuves dans plusieurs pays depuis son lancement il y a plus de 30 ans, en Asie.

### **Renforcement des capacités**

D'autres formations ont également été dispensées sur des thèmes variés. Par exemple l'accent a été mis sur l'enseignement de la fabrication sur le terrain du compost naturel ou de biopesticides à base de produits naturels qui ont permis aux horticulteurs de relever leur niveau de productivité tout en réduisant leurs coûts. Des formations ont également porté sur des techniques de conservation et de transformation des produits horticoles plus ou moins sophistiquées afin de réduire les pertes après récolte et de leur ajouter de la valeur.

Les formations se sont axées sur l'utilisation de simples équipements et des technologies accessibles au niveau local pour une meilleure appropriation des techniques. Par exemple, l'utilisation de séchoirs solaires fournis par la FAO a permis de perfectionner cette pratique datant de l'antiquité. Les débouchés potentiels des produits séchés sont en effet nombreux : les marchés urbains nationaux en pleine expansion et, bien entendu, le marché international et plus particulièrement l'Europe. Des experts ont également apporté des connaissances complémentaires sur des thèmes spécifiques comme l'irrigation, ou le planting circulaire.

### **Au niveau sous-régional**

Des formations ont été organisées sur l'utilisation de la base de données Hortivar afin que les bénéficiaires, notamment les encadreurs du projet, puissent consulter les informations relatives aux performances des différentes variétés horticoles.

Le personnel du projet a été encouragé à utiliser des méthodes de suivi et d'évaluation communes.

L'objectif a été de savoir mesurer les effets du projet d'une manière coordonnée et quantitative, au delà des rapports descriptifs. ■



©FAO/Julian EkiriNsogoNsang

Formation CEP à Bata, Guinée Equatoriale



## Témoignage de Mme Etobé



La pépinière de Mme Etobe, site de Nkolondom, Yaoundé 1er, Cameroun

©FAO/Claire Little



©FAO/Claire Little

*Aujourd'hui Mme Etobé se réjouit : son activité horticole représente environ un tiers des revenus de la famille. Elle peut également faire des achats sans forcément demander l'argent ou même la permission à son mari, et financer l'amélioration de sa maison, en constant chantier. Mme Etobe estime que son foyer consomme au moins 1 légume sur 20 produits, et que le reste - en particulier les laitues et le céleri - est vendu aux marchés. Afin de faire face au problème général de mévente et de chute des prix lorsque l'offre est trop forte, Mme Etobe a décidé de diversifier ses sources de revenus et a investi dans l'élevage de poules. ■*

*Mme Etobé s'est installée avec son mari et ses trois enfants en bordure du site de Nkolondom en 2015. Après avoir observé avec attention le travail des cultivateurs, elle décide de se lancer à son tour dans l'aventure. Retenue par le projet, elle bénéficie d'une parcelle et d'un appui en matériel. Elle cultive aujourd'hui la laitue, le poireau, le céleri, le basilic et des légumes divers. Elle a bénéficié indirectement des formations de la FAO grâce à la transmission des connaissances sur le terrain. Bien que les formations aient été indirectes, les pépinières de Mme Etobé sont montrées en exemple. Elle a suivi parfaitement les techniques culturales de base (d'écartement et d'alignement), et obtient un très bon rendement.*

En haut à gauche : Mme Etobe, site de Nkolondom, Yaoundé 1er, Cameroun  
Ci-dessous : Les enfants de Mme Etobe posent devant la maison en construction



©FAO/Claire Little

# Vers une agriculture biologique

*La FAO promeut via ses formations des bonnes pratiques d'horticulture qui sont respectueuses de l'environnement et de la santé des consommateurs et des producteurs. L'augmentation de la productivité a été quasi immédiate, et les pratiques diffusées largement adoptées, malgré la remise en cause des connaissances ancestrales.*

## **La 'lutte intégrée' contre les ravageurs**

*La 'lutte intégrée' permet de lutter efficacement contre les ravageurs et les maladies dans le respect de l'environnement et de la santé des producteurs et des consommateurs. Elle permet également de réaliser des économies car elle réduit la dépendance aux produits chimiques de synthèse.*

Dans le cadre du projet, des formations sur la 'lutte intégrée' ont été dispensées afin d'expliquer comment des méthodes respectant l'environnement telles la prophylaxie, l'observation et le suivi des cultures, la lutte biologique, la lutte mécanique, l'aménagement de l'environnement, les pratiques culturales, les choix variétaux ...





Mme Marie-Thérèse Mekaze, du groupement Terra Nostra et vice-présidente de la Société Coopérative des Horticulteurs de Foubot (SOCOPROHF) admire ses laitues protégées avec du biopesticide dont elle est l'ardente défenderesse (Foubot, Cameroun)

## UN SCEPTIQUE CONVAINCU

M. Mbaidougou Séraphin, âgé de 70 ans propriétaire d'une parcelle de carotte sur le site de Torodjo à Moundou (Tchad) était farouchement opposé aux biopesticides qui pouvaient brûler ses cultures. Il avait même exigé une indemnisation de la part du projet en cas de dommages. Il fut très surpris de constater que non seulement ses cultures n'étaient plus attaquées par les insectes et les maladies, mais qu'elles étaient devenues plus vigoureuses.

M. Mbaidougou Séraphin a changé d'avis : « La formation sur la fabrication de biopesticides m'a aidé à connaître d'autres produits phytosanitaires qui peuvent lutter efficacement contre les ravageurs et maladies en lieu et place des pesticides chimiques. Ils sont moins toxiques, économiques et peuvent être fabriqués avec des matériaux faciles à manipuler, simples et accessibles ».



©FAO/Achim Djoumbé

Traitement des cultures avec du biopesticide à N'Djamena, Tchad

contribuent à la prévention et la lutte contre les ravageurs et les maladies sans dépendance excessive aux pesticides chimiques.

La 'lutte intégrée' se révèle en général plus efficace et plus durable, et permet d'économiser sur les dépenses de produits chimiques et d'intrants. Elle permet de réduire les risques quant à la santé des agriculteurs et des consommateurs, et à l'environnement.

### **Vers une agriculture 'biologique'**

*La réalisation de fosses de composts et l'utilisation de biopesticides permettent de remplacer de façon efficace les produits chimiques, voire d'augmenter la productivité, tout en protégeant les sols. Malgré un scepticisme de départ, les bénéficiaires ont largement adopté ces pratiques dont les résultats ont été visibles rapidement.*

L'approche de la FAO, 'Save and Grow' qui est de 'produire plus avec moins' a favorisé des formations sur le traitement des plantes de façon naturelle. La préparation de composts recyclant les déchets ménagers et utilisant la fiente de poules permet de satisfaire les besoins nutritifs des plantes sans avoir recours aux engrais minéraux basés sur l'azote. La création de biopesticides simples (à base d'un seul produit) ou complexes (à base de plusieurs éléments comme l'ail, l'oignon, le Neem, le tabac, le piment ou du savon) permet de lutter efficacement contre les ravageurs sans avoir recours aux pesticides chimiques. Ces pratiques ont permis aux horticulteurs d'augmenter leur productivité tout en réduisant le montant de leurs dépenses.

A Moundou, au Tchad, 34 fosses de composts ont été construites sur trois sites du projet (Koutou, Taye et Torojo). Elles ont rendu inutile l'achat d'engrais minéraux industriels, permettant aux bénéficiaires d'augmenter leur productivité et d'économiser de l'argent. De même, les pesticides biologiques ont permis de lutter efficacement contre les mouches blanches (*Bemisia tabaci*) et les pucerons sans avoir besoin de recourir aux produits chimiques.

'Je n'étais pas là lorsque les formations sur le compost ont été dispensées, mais j'ai vu les résultats chez d'autres bénéficiaires, et j'ai demandé à ce que le coordinateur du projet me



Alignement des semences à Niefang Alén, Guinée Equatoriale.

donne la documentation nécessaire. Je fais maintenant mon propre compost pour mes champs de choux, et je suis très satisfait des résultats' nous a expliqué M. Florent, producteur de choux biologiques à Taye, près de Moundou. D'après Mme Juliette Fotso, première adjointe au maire de Yaoundé 1er, déjà 70% des producteurs du site de Nkolondom utilise désormais des biopesticides.

### **Semis en ligne & rotation des cultures**

*Les bénéficiaires du projet ont été très impressionnés par les résultats de ces nouvelles pratiques qui ont fortement augmenté leur productivité et divisé les coûts associés aux semences... parfois jusqu'à cinq.*

Auparavant des poignées de graines étaient lancées sur des parcelles de terre dans l'attente que certaines d'entre elles germent, et les cultures étaient peu diversifiées.

Avec les formations de la FAO, les bénéficiaires ont appris à planter les graines une à une dans des pépinières en respectant des écartements spécifiques en fonction des variétés de plantes, et en alignant soigneusement les semences. Cela leur a permis de tester la germination des plantes, d'anticiper les changements de cultures, de laisser les parcelles disponibles aux plants à maturité, et aussi de diminuer l'usage des semences tout en

gagnant en productivité grâce à l'espace entre les cultures.

Les horticulteurs ont également été sensibilisés à la pratique des rotations culturales.

Par exemple, auparavant à Moundou, au Tchad, la majorité des bénéficiaires ne cultivaient que des céréales (riz ou maïs). Par la suite, ils ont appris à diversifier leur production en faisant une rotation entre la culture maraîchère, la culture des racines et tubercules et la culture des céréales (riz ou maïs), en fonction des saisons. Avec ces rotations, la production est continue et permet ainsi la disponibilité d'une gamme variée de produits sur les marchés, une diversification des sources, et un étalement des revenus de ces bénéficiaires. ■



En haut, cultures au Congo. Ci-dessus : Collecte des ordures ménagères pour le compostage, Moundou, Tchad

# Gestion stratégique de l'eau

*L'amélioration des systèmes d'irrigation pour rendre l'eau facilement disponible et accessible à tous a été primordiale pour le succès du projet.*



©FAO/Mathurine Mboungou



©FAO/Claire Little

A gauche : Système d'irrigation à Maboko (Ouessou), République du Congo.

A droite : Système d'irrigation par goutte-à-goutte à São Tomé

## L'eau, un des leviers les plus importants pour augmenter la productivité des terres agricoles.

Le succès des projets horticoles ainsi que la bonne entente entre les exploitants dépend de la capacité à bien gérer l'alimentation en eau.

L'agriculture est le secteur le plus consommateur d'eau au monde. En Afrique, deuxième continent le plus sec du monde après l'Océanie<sup>(1)</sup>, 83% de l'eau consommée l'est dans l'agriculture.

L'amélioration des systèmes d'irrigation et des semences permet d'augmenter le rendement des terres et de réduire la surface moyenne cultivée nécessaire pour nourrir un individu. Elle réduit

aussi la pénibilité de l'irrigation avec des arrosoirs et le risque de tensions entre agriculteurs.

## Des systèmes de micro irrigation privilégiés

Il existe plusieurs types de systèmes d'irrigation qui sont choisis en fonction de la source d'eau disponible. En général, les aménagements à petite échelle sont privilégiés pour une question de coûts et de maintenance.

La FAO a privilégié les aménagements d'irrigation à petite échelle (micro-irrigation) moins exigeants en investissement pour la mise en œuvre et l'entretien, et plus rapides à mettre en place quelques soient les contraintes géographiques. Cependant en fonction des types de zones de stress hydriques identifiés, l'irrigation a été basée sur trois principaux systèmes :

- des points de stockage d'eaux de pluie reliées à des systèmes de goutte-à-goutte.
- des réseaux de drainage des eaux de surface (cours d'eau, barrages, lacs, mares), en particulier grâce à des motopompes.
- des forages des eaux souterraines sous-traités à des sociétés. ■

Notes:

(1) source : L'Express



©FAO/Achim Djoumbé

Système d'irrigation californien a Moundou, Tchad



# Les nouvelles générations sensibilisées à l'horticulture

*La sensibilisation des nouvelles générations à l'importance de l'horticulture permet de faire face au désintérêt des populations pour ce secteur.*

## **L'apprentissage dans des Jardins Scolaires**

*Les jardins scolaires sont développés dans des écoles dans le but de sensibiliser les élèves à l'horticulture.*

1 519 élèves ont été sensibilisés à l'horticulture via la mise en place par le projet de 'jardins scolaires', qui sont des zones de culture dont les élèves ont la responsabilité, sous l'œil d'un professionnel de l'horticulture et leurs enseignants. Cette activité a plusieurs objectifs : leur permettre de produire des fruits et des légumes qu'ils consomment ensuite eux-mêmes, leur apprendre l'importance de la diversification du régime alimentaire, de réaliser des travaux pratiques dans le cadre de leurs cours en SVT (Science et Vie de la Terre), de se former aux activités agricoles afin de pouvoir plus tard subvenir à leurs besoins et voire se lancer dans une carrière d'horticulteur.

## **Partenariat avec l'INSAB**

*L'INSAB est un partenaire de longue date de la FAO qui forme les agronomes au Gabon, et contribue à la promotion de l'horticulture.*

Au Gabon, l'Institut Supérieur d'Agronomie et de Biotechnologies (INSAB) a mis en place plusieurs jardins scolaires, sensibilisant ainsi plus de 650 élèves de 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, encadrés par 6 enseignants-chercheurs. L'INSAB a également reçu du matériel



M. Dieudonné Mombo Mombo, chef de l'action éducative spécialisée du Centre d'Accueil Pour Enfants en Difficulté Sociale d'Angondjé (CAPEDS), avec un jeune bénéficiaire des jardins scolaires (Commune Akanda, Gabon)

agricole afin de renforcer les capacités de l'institut, permettant ainsi la création de 4 fosses de composts, et l'équipement d'une ferme à Motobo, utilisée comme centre de formation pratique. Trois serres y ont été construites et des poulaillers comptant 400 pondeuses - dont les fientes sont utilisées comme engrais biologique.

D'après M. Alain Souza, directeur général de l'INSAB, l'objectif est de revaloriser les métiers horticoles qui attirent peu de vocations malgré les opportunités importantes.

Plusieurs stagiaires ont également été recrutés par le Bureau sous-régional de la FAO à Libreville afin de contribuer aux activités du projet tout en remplissant les conditions d'obtention de leurs diplômes, et plus tard apporter leurs compétences diverses au domaine de l'horticulture. ■



## Témoignage à Foumbot, grenier de l'Afrique Centrale

©FAO/Claire Little

M. Ousmanou Toumansié pose avec sa famille devant sa maison nouvellement construite (Foumbot, Cameroun)

A Foumbot, 80% de la population travaille dans l'horticulture. Dans cette ville de moins de 100 000 habitants, 30 à 50 camions partent tous les matins chargés des fruits et légumes cultivés dans sa périphérie. Ils partent à Yaoundé, Douala, mais aussi en Guinée Equatoriale, au Gabon, au

Nigéria etc... C'est ainsi que Foumbot a gagné sa réputation de grenier d'Afrique Centrale, et l'attention de la FAO pour le projet Horticulture Urbaine et Péri-urbaine.

M. Toumansie est un cultivateur de 43 ans qui s'est lancé dans l'agriculture en 1994 après avoir abandonné son précédent travail de vendeur de chaussures en plastique. Aujourd'hui il cultive la tomate, le poivron, le piment, la morelle noire, et le haricot vert. Il a été approché par un délégué du Ministère de l'Agriculture et a accepté de suivre les formations de la FAO. Il a reçu également du matériel (brouettes, pousse-pousses, pulvérisateurs, décimètres, balances), des semences, et de l'engrais.

Grâce aux revenus de l'agriculture, M. Toumansie peut subvenir aux besoins de toute sa famille, et continue d'embellir sa maison.

De la part des autres 31 membres de la coopérative, les témoignages enthousiastes ne



M. Alidou Njutapvou,  
maire de Foumbot,  
Cameroun

©FAO/Claire Little

manquent pas. La plupart sont des agriculteurs de longue date, venant eux-mêmes de familles d'agriculteurs. Les formations organisées par la FAO - en particulier sur la mise en place des pépinières et les techniques de semis - ont convaincu ces cultivateurs aguerris. Grâce à ces techniques enseignées, les coûts liés à la semence ont été divisés par deux, avec un meilleur rendement. Mais selon eux, c'est surtout le fait de recevoir de la reconnaissance et des encouragements de la FAO et du Ministère de l'Agriculture qui leur ont donné la force de redoubler d'efforts et d'aller plus loin. Aujourd'hui ils s'accordent tous à dire qu'ils réussissent bien mieux, et que leurs vies se sont beaucoup améliorées. "L'agriculture est notre métier", dit Nicolas Mbouombou. Nous ne vivons que de ça. Merci à la FAO pour son soutien, nous leur disons grandement merci, nous sommes ravis, nous mangeons, nous vendons, nous soutenons la famille". Les déclarations de Nicolas sont suivies par des applaudissements de tout le groupe. La qualité des semences a également eu un impact significatif. Par exemple pour le gombo, un seul plant pouvait donner 5 filets maximum, pour



©FAO/Claire Little

En haut : Zone de chargement des camions en partance vers d'autres villes du Cameroun et l'International (Gabon, Nigeria, Guinée Equatoriale etc...)

En bas : M. Nicola Mbouombou (tout à droite) pose avec le reste du groupement Doufa

un total de 80 kg (un filet pesant environ 16Kg). Avec les semences de la FAO, il peut en donner de 15 à 20 filets, soit de 240 kg à 320 kg de fruits. Le maire de Foubot M. Alidou Njutapvoui, membre de la cellule HUP, souhaite construire une zone de négoce dédiée à l'exportation avec une unité de conservation. "Les jeunes ne partent plus, nous avons une vision pour Foubot". ■



©FAO/Claire Little



©FAO/Claire Little

## De nouveaux agro-entrepreneurs ambitieux

*Au Gabon, au Cameroun, à São Tomé & Príncipe et au Tchad, des agro-entrepreneurs se sont lancés dans la transformation des fruits et légumes horticoles en produits finis tels chips, jus, confitures, sauces, mais aussi en savons, produits ménagers, produits de beauté... Malgré les défis, ces activités se révèlent très rentables et suscitent l'enthousiasme des populations.*

### **Un nouveau mouvement d'agro-entrepreneurs**

*Les transformateurs de produits horticoles sont à majorité des femmes et des jeunes qui partagent le rêve de développer des entreprises commercialisant des produits locaux à base de fruits et légumes.*

Afin de limiter les pertes des produits horticoles et voyant des opportunités de revenus, des entrepreneurs se sont lancés dans la transformation des produits maraichers.

En dépit des nombreuses contraintes, les produits transformés se vendent mieux et plus chers que les produits bruts ou frais, créant ainsi un engouement pour ces nouveaux débouchés. Les unités de transformation deviennent des micro-entreprises qui

embauchent à temps plein ou partiel souvent des femmes auparavant en situation de grande précarité. La FAO a accompagné ces agro entrepreneurs dans la valorisation de leurs produits.

En octobre 2016, dix transformatrices sont parties en voyage d'étude au Burkina Faso où elles ont été formées aux normes sanitaires et à des techniques de transformation comme le séchage de fruits et légumes, la transformation en jus, ou la fabrication de pâtisseries.

Cette expérience a été qualifiée de 'déterminante' pour toutes les bénéficiaires.

D'autres formations ont été dispensées concernant la gestion, le marketing, le conditionnement,

l'étiquetage, le prix de vente, et encore sur les mesures d'hygiène.

Les transformateurs 'HUP' ont également été organisés en coopératives, ce qui leur permet de réduire leurs coûts le long de la chaîne de valeur, par exemple en commandant des plus grandes quantités de pots en verre pour le conditionnement des produits, et de mieux communiquer avec leurs différents partenaires (ONG, Ministère, FAO...).

Au Gabon, la Fédération Nationale des Transformateurs des Produits Agricoles du Gabon (FENATAG) rassemble tous les membres. Ces nouveaux agro-entrepreneurs qui, pour la plupart se sont lancés il y a moins d'un an, discutent de problèmes communs et s'organisent afin de développer des approches communes : créer des perspectives de vente localement et à l'étranger, obtenir les certificats d'hygiène auprès de l'AGASA (Agence Gabonaise de Sécurité Alimentaire) exigés par les supermarchés, garantir la qualité du conditionnement, diversifier les produits pour éviter l'excès de concurrence... En 2015, les transformateurs gabonais ont été encouragés dans leur démarche en gagnant le premier prix du 'Salon Made In Gabon' (SMIG) organisé par un opérateur économique pour promouvoir le savoir-faire local. Afin de promouvoir leurs produits, les bénéficiaires du projet HUP participent à de nombreux salons et foires organisés par les pouvoirs publics. Des journées portes ouvertes ont permis de sensibiliser le public sur la production et la consommation de légumes, et sur la qualité des productions locales. ■



Mme Evelyne Edou pose devant ses produits à base d'huile de palme et de cacao



©FAO/Claire Little

## Mme Edwige Eyang Ndong

*'Ella Family Service'*

Après avoir fini ses études supérieures à l'étranger, Mme Ndong a décidé à son retour au Gabon de se lancer dans la commercialisation de jus de fruits naturels. La réaction initiale de ses parents fut très négative. Elle a été accusée de gâcher son éducation et son avenir. Ses parents lui ont demandé de chercher un emploi de fonctionnaire.

Cependant Mme Ndong n'a pas abandonné. Les formations de la FAO lui ont permis de réaliser des produits sûrs pour les consommateurs et de diversifier son offre, et l'ont menée à un certain succès commercial. Désormais l'attitude de sa famille a changé et sa mère lui amène ses frères et sœurs pour qu'elle les forme à leur tour. Elle souhaite que Mme Ndong partage son savoir-faire et aide sa famille à subvenir à leurs besoins.



©FAO/Claire Little

### Mme Marie Claire Maboumi

*'La Reine de la Papaye'*

Mme Maboumi cultive la papaye, un produit très périssable qui se perdait en période de grande production. Elle décida donc de transformer ses fruits en confitures, jus, poivres, etc... Le voyage au Burkina Faso organisé par la FAO a été une expérience déterminante dans ce projet, car elle n'avait pas de connaissance préalable sur ce type de produits. Par exemple, nous demande-t-elle, "savez-vous quelle est exactement la différence entre un nectar, un sirop et un jus ? " Aujourd'hui Mme Maboumi est présidente d'une coopérative de 24 membres. Elle emploie 8 femmes à temps plein qui ne vivent que de cet emploi, et 7 autres femmes à temps partiel en fonction des besoins.

### Mme Anne-Marie Ossoucah Mbot

*'Salsa Potagère'*

En 2009, Mme Mbot observa les fruits tombés pourrissant dans son vaste jardin et décida d'en faire des confitures. Plus tard, se fournissant en poissons dans ses bassins d'élevage, elle entreprit d'en faire des rillettes. Encouragée par ses proches, Mme Mbot commença à expérimenter de nombreuses recettes. Elle commercialise aujourd'hui 28 références, et produit en moyenne 150 kgs à 200 kgs de caviar d'atangas par mois. Elle a construit des relations commerciales avec Géant CKdo, la société Servair ([www.servair-gabon.com](http://www.servair-gabon.com)) et une épicerie fine de produits gabonais. Elle fait également partie de l'association Olamba, qui est un village artisanal en voie de création au quartier Glass de Libreville où elle aura une exposition permanente. Elle a exporté également certains de ses produits en France et en Irlande. Suite à ses succès, les activités de Mme Mbot ont fait l'objet d'un reportage réalisé par la chaîne télévisée Gabon24. Mme Mbot emploie désormais 2 personnes à plein temps et des saisonnières, en général des étudiantes en vacances.



©FAO/Claire Little

## Les transformatrices de São Tomé

Grâce à la collaboration entre la FAO, la mairie de Lobata et les ONG locales, 21 femmes en situation de précarité ont été sélectionnées pour des activités de transformation de produits horticoles. Avec l'argent gagné, elles ont pu acheter les produits de première nécessité qui leur faisaient défaut.



©FAO/Claire Little

Les 21 femmes de l'unité de transformation d'Agostinho Neto sont heureuses : en moins de 3 mois elles ont réussi à produire déjà 100 kg de farine de fruits à pain, 150 kg de bananes séchées, 35 kg de 'Jaca seca' et une "quantité considérable" de chips de banane et de confitures.

Pour ces femmes, qui - il y a peu - étaient sans activité et en situation de grande précarité, c'est une aubaine. Les 5 millions de dobras de chiffre d'affaire (242 dollars US<sup>(1)</sup>) ont été répartis en fonction du niveau de participation aux activités, et la somme restante a été conservée sur un compte en banque pour les investissements de la coopérative. L'unité fonctionne tous les jours, et les idées ne manquent pas pour créer d'autres produits. D'ailleurs, souvent les femmes s'invitent chez l'une ou l'autre pour y discuter d'activités potentielles et pour s'entraider. Cette unité est bien située : entourée de

plusieurs cultivateurs, elles peuvent facilement accéder aux produits de base et acheter à bas prix ceux qui risquent d'être perdus. Grâce aux formations de la FAO, à la mise à disposition du bâtiment par la mairie et au suivi des ONG locales (ex. Qua Tela), ces transformatrices se sont senties bien accompagnées. Elles participent aux foires afin de faire connaître leurs produits et les commercialisent en grandes surfaces. La farine de fruit à pain est un nouveau produit sur le marché, destinée à concurrencer la farine de blé importée.

Notes:

(1) : \* 1USD = 20,670 STD



©FAO/Claire Little

M. Aubin Mombo et M. Roland Minko Minko présentent leur produit Odika de leur nouvelle entreprise Terroir G, Owendo, Libreville, Gabon





## Les transformateurs au Tchad

*En aout 2017, les bénéficiaires de Moundou (Koutou, Tchad) ont été formés aux techniques de conservation et de transformation des produits horticoles.*

La transformation des produits horticoles permet de réduire les pertes après récolte, lesquelles peuvent aller jusqu'à plus de 50% de la production lorsque l'offre sur les marchés est grande. Elle ajoute de la valeur aux produits premiers, et est un moyen de diversifier l'offre sur les lieux de vente. Les produits transformés sont aussi plus facilement conservables et transportables.

La formation à Moundou au Tchad a mis l'accent sur les Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) et de Fabrication (BPF) dont l'application correcte est indispensable au succès des procédés de transformation.

Le séchage est un procédé de stabilisation et conservation déjà bien intégré dans les mœurs : afin d'accroître la qualité du séchage la FAO a distribué, dans le cadre du projet, des séchoirs solaires dont l'utilisation a été démontrée. Des versions plus petites et plus abordables à construire soi-même ont également été montées sur place.

Outre le séchage, les bénéficiaires ont été formés

à d'autres méthodes de transformation 'simples'



©FAO/Achim Djoumbe



©FAO/Achim Djoumbe

comme la confiture, la pâte de fruits, le fruit confit ou le jus. Certaines pratiques d'hygiène sont importantes à connaître : les bocaux sont ébouillantés et remplis au maximum pour éviter la formation de moisissure.

Dans le site de Moundou, la culture de l'oignon est importante, si bien qu'en période de forte production les prix chutent, alors que pendant les saisons des pluies, les prix doublent voire triplent. Une cellule de stockage construite avec l'appui du projet en matériaux locaux et un système d'aération naturel permet de conserver les oignons et de les ressortir en fonction de la demande du marché.

En milieu péri-urbain, il n'y a pas de système de froid pour conserver les produits périssables comme la laitue ou les tomates. Un dispositif local construit en double parois avec un interstice rempli de sable permet de garder la fraîcheur pendant plusieurs jours, et de conserver les produits invendus pour le lendemain, ou plus. D'autres formations ont été dispensées pour faciliter la commercialisation des produits, comme les méthodes de stérilisation des emballages récupérés, ou le rôle de l'emballage et de l'étiquetage des produits transformés.

# La demande du marché



©FAO/Claire Little

Chips et arachides au supermarché Mbolo, à Libreville, Gabon

*La demande pour les produits fabriqués localement à partir de fruits et légumes dont la qualité est garantie est grande. Les gains économiques grâce à une chaîne de valeur raccourcie, la certification de produits frais, et la fierté de participer au développement du pays sont des exemples d'arguments commerciaux qui valorisent les transformateurs.*

## Point de vue des supermarchés: Mbolo et Ckdo Géant à Libreville, Gabon

Les deux responsables des achats interviewés ont confirmé qu'ils souhaitent tous les deux fortement référencer davantage les produits fabriqués au Gabon.

Les avantages pour eux seraient

1. De diminuer les coûts d'approvisionnement : beaucoup de produits frais sont cultivés en Afrique, puis sont envoyés en France à Rungis et reviennent ensuite au pays pour être vendus à des prix plus élevés.
2. De participer à la hausse du pouvoir d'achat des Gabonais via la création d'emplois, et donc de conquérir de nouveaux clients.

Pour l'instant, les produits gabonais représentent moins de 5% de leur stock et autant de leur chiffre d'affaire. Ils confirment également que plus de 60% de leurs produits maraîchers viennent du Cameroun.

Les consommateurs sont intéressés par les produits gabonais. Les séances de dégustation sont de grands succès, en particulier quand la personne responsable est sur place pour commenter ses produits. Il y a un grand besoin de promotion. Les produits gabonais sont présents sur les étagères depuis déjà plus d'une dizaine d'années. Cependant, des défis freinent leur expansion : à savoir les ruptures d'approvisionnement "qui sont énormes" (maraîchage), le conditionnement artisanal (chips, arachides, croquants) ou le prix (produit local cher en comparaison). Chaque supermarché travaille avec des ONG locales qui leur présentent des artisans ou agro-entrepreneurs. Dans le cas de Mbolo les prix de l'agro-entrepreneur ont tous été acceptés sans négociation. Cela n'est pas un frein, et montre le potentiel de développement qui existe pour les produits gabonais. ●

## Un marché potentiel de 500t de piment séché pour les transformateurs de Foubot, au Cameroun.

Au départ, M. Mfoghom Gbetnkom voulait vraiment devenir éleveur.

Technicien vétérinaire de formation, il ne commence à fumer le piment en empruntant les fours des autres que pour pouvoir financer un bâtiment d'élevage et l'achat d'animaux. Aujourd'hui, nous dit-il, 'je ne pense même plus à l'élevage'. Dans la région de Foubot où 80% de la population travaille dans l'agriculture, le prix du piment peut être très bas, jusqu'à 10 000 CFA (18 dollars US<sup>(1)</sup>) le sac de 100 kg. M. Mfoghom Gbetnkom l'achète à ses producteurs attirés et le fume en grosses quantités dans son four.

La demande est forte surtout venant du Nigéria voisin, et aujourd'hui, après 5 ans d'activité, M. Mfoghom Gbetnkom est un des hommes les plus aisés de la région. Il est à présent le président d'un groupe de 12 membres, dont 6 ont appris le métier sur son site. Désormais, chacun a son unité de transformation, et il y a 8 mois, ils se sont enregistrés officiellement comme coopérative agricole, sur les conseils de la FAO.

L'appui du projet HUP aux producteurs de piment a permis à M. Mfoghom Gbetnkom d'avoir accès à une source de matière première sûre et régulière ces trois dernières années. Grâce à cela, il a pu bâtir un bâtiment de 11m pour l'élevage, une maison pour sa mère, deux maisons pour ses deux femmes et dix enfants. Il embauche aujourd'hui deux personnes à plein temps, et espère continuer à se développer. L'ambition de M. Mfoghom Gbetnkom est de pouvoir concurrencer le piment moulu importé au Cameroun du Brésil, d'Europe ou d'Asie. Pour cela, il est en négociation avec la FAO et le Ministère de l'Agriculture pour mettre en place une unité de mouture inspirée des modèles trouvés au Bénin. Les opportunités sont nombreuses : la société Nestlé nous a confirmé au téléphone que la demande de piment moulu pour les cubes Maggi est de 50 tonnes par an à Douala, et 500 tonnes par an au Nigéria. D'ailleurs le piment acheté par le Nigéria aujourd'hui à M. Mfoghom Gbetnkom est directement envoyé aux unités de mouture sur place. ●

Notes:

(1) : 1USD = 550 CFA



M. Mfoghom Gbetnkom devant son four a fumer le piment, Foubot, Cameroun

©FAO/Claire Little

# Conclusion

Grâce à des formations pertinentes, à du matériel et des équipements bien adaptés, et au soutien des institutions, les bénéficiaires du projet GCP/SFC/001/MUL

“La sécurité alimentaire renforcée en milieu urbain en Afrique Centrale grâce à une meilleure disponibilité de la nourriture produite localement” ont vu leur productivité et leurs revenus augmenter rapidement.

Les conditions de vie des bénéficiaires se sont ainsi fortement améliorées, avec un accès rendu possible au logement décent, à la santé, à la nutrition de qualité, à l'éducation des enfants, au transport personnel etc.

Ces résultats ont encouragé les populations à se fixer en zones rurales et ont permis à tout un pan vulnérable de la population à gagner en autonomie.

Enfin, grâce à l'implication des institutions dans le projet depuis sa conception, les stratégies de sortie ont été mises en place 6 mois avant la fin du projet. Des plans d'urbanisme intégrant l'horticulture urbaine et péri-urbaine ont été conçus avec l'appui de la FAO, et les autorités se réjouissent de pouvoir poursuivre le projet de façon autonome.

M. Edouard Pouta, président du conseil départemental de la Passa, Gabon : 'Nous sommes prêts à prendre le relais de la FAO grâce aux multiples formations que nous avons reçues et à la mise en place claire de stratégies d'urbanisme et de plans d'action associés. Nous souhaitons enrôler davantage d'horticulteurs. En effet, à la vue des succès rencontrés sur le terrain par les bénéficiaires du projet, beaucoup de gens nous approchent et nous demandent 'A quand notre tour ?' ■



Tomates cultivées à Santa Clara/Lobata, São Tomé

## **Partenaires du projet :**

Organisation des Nations-Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) :

Le programme de la FAO pour l'horticulture urbaine et péri-urbaine aide les gouvernements et les autorités municipales à optimiser les politiques, les dispositifs institutionnels et les services d'appui à l'HUP, à perfectionner les systèmes de production et de commercialisation et à améliorer la chaîne de valeur horticole.

Fond Fiduciaire de Solidarité en Afrique – (African Solidarity Trust Fund (ASTF))

Fonds innovant placé sous l'égide de l'Afrique qui vise à mobiliser les ressources de l'Afrique pour soutenir les initiatives de développement africaines. Son principal objectif est de renforcer la sécurité alimentaire à travers le continent en aidant les pays et leurs organisations régionales à éradiquer la faim et la malnutrition, à éliminer la pauvreté rurale et à gérer les ressources naturelles de façon durable.

Ministères en charge de l'agriculture des six pays du projet :

Cameroun, République du Congo, Gabon, Guinée Equatoriale, São Tomé & Príncipe, Tchad

Les mairies de :

Foumbot et Yaoundé 1er (Cameroun)  
Pointe Noire et Ouessou (République du Congo)  
Malabo et Bata (Guinée Equatoriale)  
District de Lobata et Région Autonome de Príncipe (São Tomé et Príncipe)

Les Conseils Départementaux de :  
Komo Kango et de la Passa (Gabon)

## **Personnels d'encadrement du projet :**

Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique Centrale (SFC) :

M. Sankung Sagnia, Chargé de la Production et Protection des Plantes et LTO (Lead Technical Officer)

M. Gerbert Dossa, Professionnel junior en Protection des Végétaux

M. Descartes Koumba-Mouendou, Professionnel junior en Production et Protection des Plantes

Coordonnateurs nationaux du projet :

Cameroun : M. Joseph Mekoulou

République du Congo : M. Ambroise Loufouma

Gabon : M. Vincent Edzang Ondo

Guinée Equatoriale : M. Julian EkiriNsogoNsang

São Tomé & Príncipe : M. Trindade Metzger

Tchad : M. Achim Djoumbe

FAO Siège de Rome, Division de la production végétale et de la protection des plantes (AGP)

M. Tristan Nondah, Agricultural Officer et LTU (Lead Technical Unit) Officer.

## **Conception du document**

Recherche et rédaction : Claire Little

Conception graphique et mise en page :

Sylvie Pinsonneaux

*Avec des remerciements spéciaux à toutes les personnes interviewées pour la réalisation de ce document : points focaux du projet, bénéficiaires, responsables politiques et directeurs des achats des supermarchés Mbolo et Ckdo Géant au Gabon.*



Un jeune garçon rentre chez lui  
avec sa récolte (São Tomé)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO)  
Bureau Sous-régional pour l'Afrique Centrale  
Maison des Nations Unies  
Près du Pont de Gué-Gué  
BP 2643 Libreville / GABON  
[www.fao.org](http://www.fao.org)



Fonds Fiduciaire de Solidarité Africain  
(African Solidarity Trust Fund – ASTF)